

# LE PHOCÉEN

Semaine du 26 Nov. Au 2 Déc. 1966

## MENDÈS-FRANCE à Marseille

M. Mendès-France est depuis jeudi l'hôte de ses amis marseillais du Groupe « Rencontre Socialiste Régionale du Midi-Méditerranéen ». A son arrivée de Paris, il a tenu dans les salons de l'Hôtel Arbois une courte conférence de presse devant nos confrères de la presse régionale et nationale.

M. Mendès-France se réjouit d'être encore une fois dans notre région. Il compte, a-t-il dit, « profiter de son séjour à Marseille et à Aix-en-Provence, pour prendre des contacts d'information avec des organisations régionales ou locales, et avec diverses personnalités ».

Il a ainsi mis un terme aux rumeurs qui couraient sur les arrière-plans électoraux possibles de cette visite. C'est donc un voyage d'études, et d'études seulement, que l'ancien président du Conseil entend faire : « Je ne suis pas ici pour soutenir directement ou indirectement tel ou tel candidat, a-t-il affirmé avec force, et je considérerais comme regrettable l'exploitation et l'utilisation électorales qui pourraient être faites des rencontres et des entretiens que j'aurai. Ceux-ci sont consacrés à l'étude et à la discussion de problèmes importants et qui doivent être examinés en dehors de toutes arrière-pensées partisanses ».

M. Mendès-France tient beaucoup à participer, au moins, à la préparation du colloque que doit tenir les 17 et 18 décembre prochain le groupe « Rencontre Socialiste Régionale » et auquel il lui sera impossible d'assister. Ce colloque auquel participera le R.S.D.G. présentera les problèmes de la vie de notre région et étudiera les solutions possibles de graves déséquilibres. On connaît assez l'intérêt que porte P. M.F., théoricien du P.S.U., pour la décentralisation et sa critique scientifique de la politique gaulliste en la matière.



« Ainsi que vous le savez, je terminerai mon séjour par un après-midi de travail avec les rapporteurs du colloque d'économie régionale ; d'autre part, samedi soir, les membres des comités directeurs des organisations participant à la Rencontre Socialiste Régionale organiseront un débat consacré aux problèmes actuels de la Gauche, au rôle moderne du syndicalisme et aux institutions politiques et économiques de notre pays. Je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ces réunions avec eux ».

Ce fragment de la conférence de presse de P. Mendès-France est parfaitement clair ; et si donc il nous est difficile de mettre en cause la bonne foi de l'ancien président du Conseil, on peut se demander s'il ne sera pas fait, malgré les précautions prises, une utilisation partisane de ce voyage.

Si la visite qu'il compte rendre au maire de Marseille n'est due, affirme P. M.F. qu'aux rapports anciens qui lient les deux hommes, on peut se demander si M. Defferre est à la hauteur d'une pareille amitié, et s'il ne compte pas rehausser par là son prestige le plus bassement électoral.

## Les déclarations de MENDÈS-FRANCE

### • LA SITUATION ÉCONOMIQUE EST PRÉCAIRE

—La conjoncture présente estime Pierre Mendès-France, a fait l'objet d'appréciations divergentes. S'il est vrai que la croissance économique continue à un rythme de l'ordre de 5 à 5 et demi pour cent, pour l'ensemble de l'économie nationale, la hausse des prix est actuellement le double de celle qui a été prévue par le plan.

« Cette conjoncture un peu confuse, précise-t-il, est le produit de la politique de déplanification qu'a poursuivie la V<sup>ème</sup> République. Après trente ans d'interventionnisme de l'État, c'est un fait que celle-ci s'est donnée une doctrine tendant à un retour à une certaine économie libérale. Ce retournement de politique est tout à fait fondamental.

### • RÈGLE ACTUELLE, C'EST LE MYSTÈRE

—Le gouvernement attendait de cette évolution « déplanificatrice » un sursaut d'élan. C'est, au contraire, une langueur qui s'est répandue sur l'économie française : stagna-

tion de la Bourse, insuffisance des investissements privés, incertitude quant aux lendemains.

« A l'inverse de ce qu'avait promis M. Rueff, l'épargne, pourtant moins sollicitée par l'Etat, ne s'est pas dirigée vers les investissements privés et les taux du loyer de l'argent n'ont pas baissé, mais augmenté.

« Dans tout cela, aucune information précise ou complète n'a été donnée à l'opinion ou aux syndicats de salariés. La règle actuelle, c'est le secret, le mystère. En fait, il n'y a plus, aujourd'hui, de véritable plan ni même de politique économique cohérente, mais des opérations au coup par coup, ce qui apparaît particulièrement fâcheux quand on voit tant de groupes privés organisés graviter autour du pouvoir.

### • DÉPLANIFICATION ET SOUS-EMPLOI

Des jeunes, des cadres, sont inemployés. Les entreprises situées dans des zones géographiques défavorisées sont loin de produire ce qu'elles pourraient. Notre stock d'or et

de devises dépasse largement nos besoins.

— La politique poursuivie par le gouvernement, manque en permanence d'efficacité et prive la nation d'une partie du revenu national, sur laquelle elle devrait pouvoir compter. En 1965, par exemple, on a calculé que la chute de croissance avait fait perdre au pays 12 milliards de francs.

### • UNE POLITIQUE DÉMOCRATIQUE ET VOLONTARISTE

« Le libéralisme veut n'intervenir que le moins possible ; alors il n'intervient jamais que trop tard et de façon aveugle. Les hommes de progrès ne peuvent se satisfaire de ces « coups d'accordéons qui cassent » le rythme de l'expansion.

« A ce laisser-faire, il faut opposer une politique démocratique et volontariste comprenant à la fois des mesures générales et des décisions correctrices

### • DES RÉFORMES DE STRUCTURE

« En fait, le gouvernement n'a pas osé avant 1963 et n'ose pas non plus, maintenant, entreprendre les réformes de structure nécessaires : la réforme foncière ; la réforme du financement des collectivités

locales ; le déficit des entreprises nationales ; le déficit de la Sécurité Sociale, qui s'élèvera à 1.100 millions de francs l'an prochain ; la réforme fiscale, une politique des revenus qui ne soit pas

seulement une façon déguisée de peser sur les salaires.

« En vérité, toutes ces questions, jugées essentielles par le V<sup>ème</sup> Plan, ont été ajournées, car nous ne sommes pas loin des Ides de mars ».

### *Le Phocéén*

Semaine du 26 novembre au 2 décembre 1966